

L'extension de la base aérienne 116, une opportunité pour la Haute-Saône

Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté • n° 130 • Septembre 2025



En 2025, la base aérienne de Luxeuil-Saint-Sauveur emploie 1 021 militaires et civils, ainsi que 159 réservistes. Les trois quarts du personnel résident en dehors de la base. Les commandes pour le fonctionnement courant de la base et ses travaux d'infrastructures passent principalement via des marchés nationaux, mais une partie bénéficie à des entreprises locales. Au total, 2 730 personnes, salariés et membres de leur foyer, dépendent économiquement de ce site militaire. À l'horizon 2036, le personnel est appelé à doubler. Les besoins en logements et en emplois pour les conjoints augmenteraient de plus de 80 %. La restructuration de la base constituerait ainsi une opportunité de redynamiser un département qui perd des habitants.

En partenariat avec :


**MINISTÈRE
DES ARMÉES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le rôle stratégique de la **base aérienne 116** de Luxeuil-Saint-Sauveur (BA 116) a été réaffirmé en mars 2025 par le Président de la République, avec l'annonce de l'installation, dans 10 ans, de deux escadrons de Rafale. Ainsi, elle entamera une restructuration progressive jusqu'en 2036, afin de répondre aux exigences de la nouvelle stratégie de défense.

Près de 1 200 personnes travaillent aujourd'hui sur la base aérienne 116

La BA 116 est un acteur majeur et historique en Haute-Saône ► **encadré 1**. Près de 1 200 personnes travaillent sur le site. C'est le 3^e plus gros employeur du département, derrière Stellantis et le centre hospitalier, deux établissements vesouliens.

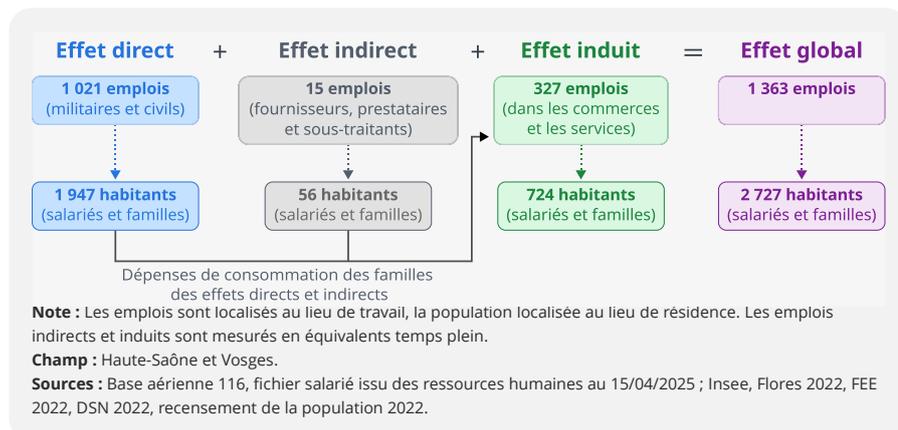
En 2025, elle emploie 1 021 personnes (**emploi direct**) : 910 militaires et 111 civils. De plus, 159 réservistes sont présents ponctuellement ► **encadré 2**. Le personnel est composé à 80 % d'hommes, et 40 % des effectifs ont moins de 30 ans. La moyenne d'âge des civils est plus élevée que celle des militaires, 47 ans contre 33 ans. La majorité des employés vit en couple et les conjoints sont très souvent en emploi. Un conjoint sur cinq travaille également sur la base aérienne.

Le personnel est globalement qualifié, avec une part importante de sous-officiers (63 %), assimilés aux agents de catégorie B de la fonction publique. Le site compte également 8 % d'officiers (catégorie A) et 29 % de militaires du rang (catégorie C). Ce niveau de qualification plus élevé que sur d'autres sites militaires s'explique par la technicité nécessaire aux divers métiers exercés et leur spécificité : pilotes, mécaniciens aéronautiques, contrôleurs aériens, pompiers de l'air, spécialistes du péril aviaire, spécialistes des systèmes d'information et de communication, etc.

7 millions d'euros de commandes qui relèvent en partie de marchés nationaux

En plus d'employer des militaires et civils, la base aérienne fait appel à des entreprises pour son fonctionnement courant et son entretien, contribuant ainsi à alimenter leur carnet de commandes. En moyenne, sur la période 2023-2024, les dépenses de la base s'élèvent à près de 7,4 millions d'euros par an ► **méthode**. L'énergie, hors carburants des avions, constitue le premier poste de dépense (42 %), suivie de l'entretien des bâtiments et des espaces verts (37 %). Les autres achats hors alimentation représentent 17 % des dépenses et l'alimentation 4 %. Ces commandes, et plus généralement celles de toute l'Armée, passent principalement par des marchés publics nationaux avec des fournisseurs implantés dans tout le pays. Une grande partie est attribuée à des entreprises dont le siège

► 1. Emplois et population liés à la présence de la base aérienne 116



social est situé en région parisienne, notamment pour les services liés à l'électricité, au gaz ou à la téléphonie. Toutefois, au moins 17 % des montants des commandes sont attribués à des entreprises situées à proximité de la base (hors éventuelles sous-traitances de marchés nationaux), et contribuent ainsi au tissu économique local. Pour répondre à ces commandes, ces entreprises mobiliseraient une quinzaine d'emplois sur l'année (**emploi indirect**).

330 emplois locaux générés par la consommation des salariés

Les employés de la base aérienne, ceux des entreprises sous-traitantes ainsi que les membres de leur foyer, bénéficient de rémunérations provenant directement ou indirectement de la BA 116. Elles leur permettent de financer leurs besoins quotidiens, comme leur consommation dans les commerces et les services situés à proximité de la base. Ces achats effectués participent ainsi au soutien de l'économie locale. Ces dépenses génèrent près de 330 emplois (**emploi induit**).

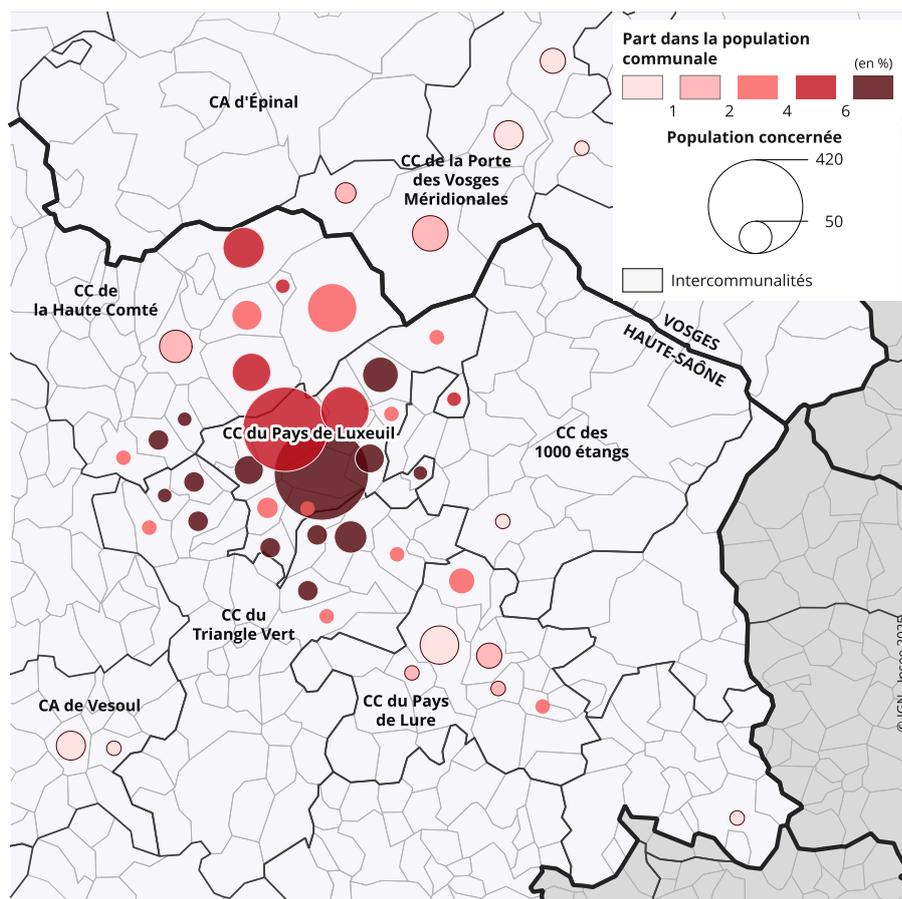
La moitié de ces emplois relève du secteur non marchand, surtout de la santé et l'administration (44 %). L'autre moitié est concentrée dans le secteur marchand, notamment le commerce (16 %) ou la construction (10 %). Ces emplois induits sont majoritairement localisés dans les communes proches de la base aérienne, notamment à Luxeuil-les-Bains même, qui concentre à elle-seule un tiers des emplois induits.

En prenant en compte le personnel de la base, les employés des sous-traitants ainsi que les emplois nécessaires à leur consommation, la présence de la base aérienne génère au total un peu plus de 1 360 emplois ► **figure 1**.

2 730 habitants sont liés économiquement à la présence de la base aérienne 116

En incluant les autres membres du foyer de tous ces employés, près de 2 730 personnes sont liées économiquement à la présence de la base aérienne de Luxeuil-Saint-Sauveur. Elles résident essentiellement à proximité du site militaire, dans cinq intercommunalités : le Pays de Luxeuil en premier lieu mais également le Pays de Lure, la Haute Comté, la Porte des Vosges Méridionales et le Triangle Vert. Ainsi, plus de 1 100 habitants du Pays de Luxeuil sont concernés par la présence de la base, soit 7,4 % de la population intercommunale. En raison de l'implantation des hébergements militaires de la base à Saint-Sauveur, cette commune est la plus étroitement liée, avec 21,8 % de sa population concernée

► 2. Population liée à la base aérienne 116 selon la commune de résidence



Note : CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes.

Champ : Communes hébergeant au moins 10 personnes liées à la base aérienne 116.

Sources : Base aérienne 116, fichier salarié issu des ressources humaines au 15/04/2025 ; Insee, Flores 2022, FEE 2022, DSN 2022, recensement de la population 2022.

► Encadré 1 - L'effectif de la base aérienne va augmenter pour retrouver un niveau déjà atteint

Depuis sa création en 1912, la base aérienne 116 de Luxeuil-Saint-Sauveur connaît une évolution de ses effectifs. De quelques dizaines de personnes, elle passe à plus de 1 000 hommes pendant la Seconde Guerre mondiale, puis atteint près de 2 500 militaires avec la création de l'Otan. Néanmoins, cette dynamique s'inverse à partir de la fin de la guerre froide : les effectifs chutent à environ 1 200 en 2000, dans un contexte de réduction des forces armées. Par la suite, la dissolution de l'escadron de défense sol-air stationné sur la base aérienne entraîne une baisse supplémentaire d'environ 230 personnes. Depuis 2020, la tendance s'est à nouveau inversée, portée par la volonté de renforcer la puissance militaire nationale face aux menaces actuelles. À l'horizon 2036, avec sa restructuration, la BA 116 est appelée à devenir un maillon central du dispositif de défense français.

► **figure 2.** D'autres communes sont aussi en lien étroit avec la base comme Raddon-et-Chapendu, Froideconche et Aillevillers-et-Lyaumont. L'influence est légèrement plus faible à Luxeuil-les-Bains (5,0 %).

560 enfants en âge d'être scolarisés

La base loge 270 militaires et civils. Ainsi, les trois quarts des employés résident en dehors de celle-ci, et occupent près de 700 logements aux alentours. La moitié de ces ménages résidant en dehors de la base a au moins un enfant. Au total, 560 de ces enfants sont en âge d'être scolarisés. Ils sont inscrits dans les

écoles, collèges, lycées des environs, et leur présence génère également une demande en équipements de loisirs et services de proximité adaptés.

Les effectifs de la base devraient doubler à l'horizon 2036

À l'horizon 2036, la base aérienne va connaître une transformation majeure avec le remplacement de l'escadron actuel de Mirage monoplace par deux escadrons de nouveaux avions Rafale biplaces. Cette évolution entraînera un accroissement significatif des effectifs sur le site, qui devraient doubler pour atteindre plus de

2 000 personnes en 2036. L'effectif augmenterait notamment parmi les militaires du rang, entraînant un rajeunissement du contingent présent sur la base. La moyenne d'âge devrait passer de 35 ans aujourd'hui à 31 ans à l'horizon 2036. De plus, ces militaires restent généralement plus longtemps en poste, ils auront ainsi une stabilité plus favorable à l'installation de leurs familles ou à l'insertion professionnelle de leurs conjoints. Ce contexte, associé à un marché immobilier abordable par rapport à d'autres territoires, constitue un atout pour l'insertion des nouvelles familles. Le nombre d'officiers, personnel moins nombreux mais plus âgé et qualifié, serait également multiplié par trois sur la même période

► **figure 3.**

Néanmoins, en attendant 2036, l'activité aérienne sera temporairement suspendue pour permettre les travaux d'adaptation à l'arrivée des Rafale et la restructuration de la base. Cette phase transitoire entraînera une baisse des effectifs, qui atteindrait un minimum en 2030 avec 590 employés sur le site de la BA 116. Cette diminution aura des conséquences sur l'économie locale, en raison du départ de certaines familles. Cela entraînera temporairement une moindre consommation dans les commerces et services, une diminution de la demande en logements, ainsi qu'un repli des effectifs

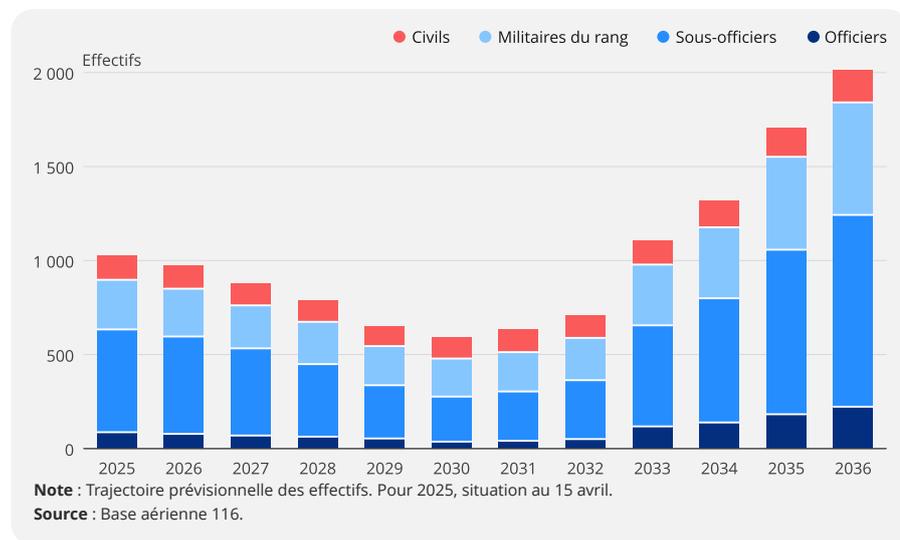
scolaires. En parallèle, les travaux engagés sur la base pourraient néanmoins représenter une opportunité économique pour les entreprises locales, notamment celles du bâtiment, de l'ingénierie et de la logistique, même si elles seront en concurrence avec des entreprises plus éloignées.

L'extension de la base générerait à terme des besoins accrus

Au sein même de la base, la hausse des effectifs impliquera de nouveaux recrutements, et la nécessité de pourvoir les postes, dont certains requièrent des compétences spécifiques ou rares. L'extension de la base devrait entraîner ensuite une hausse de l'emploi indirect et induit. Les commandes passées par la base vont progresser, ce qui pourrait bénéficier aux entreprises locales et stimuler leurs propres besoins de main-d'œuvre. L'arrivée de nouvelles familles entraînera une hausse de la demande en logements. Elle dynamisera également la consommation dans les commerces de proximité, tout en augmentant les besoins en services publics et privés : scolarité, santé, loisirs, etc. L'ensemble contribuera à renforcer l'économie locale, en particulier dans les secteurs tournés vers la population résidente.

Dans certains territoires, des secteurs comme l'industrie et les services à la personne rencontrent déjà des difficultés de recrutement. La croissance des besoins liés à la base aérienne pourrait accentuer ces tensions. Elle soulèverait d'importants enjeux en matière de reconversion professionnelle, en particulier pour les conjoints des nouveaux militaires. Mais l'extension du site militaire pourrait aussi être un levier d'insertion pour les personnes en recherche d'emploi ou les jeunes actuellement non insérés sur le territoire. En effet, dans les cinq intercommunalités, plus d'un jeune sur cinq de 18 à 24 ans est ni en emploi, ni en études. Cette proportion atteint près de 27 % dans les Pays de Luxeuil et de Lure. Au total, l'arrivée de nouvelles familles de militaires devrait générer un besoin de 500 à 620 logements supplémentaires pour les employés de la base d'ici 2036 par rapport à la situation actuelle ► **figure 4.** Par ailleurs, entre 300 et 400 conjoints supplémentaires pourraient rechercher un emploi. Le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés augmenterait également, mais de façon modérée en 2036 en raison du rajeunissement attendu du personnel de la BA 116, avec 40 à 90 élèves supplémentaires à accueillir dans les établissements scolaires du territoire. La hausse porterait d'abord sur les effectifs en maternelle pour gagner ensuite les niveaux supérieurs de scolarisation. Les nouveaux ménages entraîneront aussi une légère hausse de la demande de soins. En 2036, celle-ci pourrait correspondre à l'équivalent d'une activité libérale supplémentaire de médecin généraliste et près d'un kinésithérapeute par rapport à aujourd'hui. Ces besoins futurs doivent être mis en regard des tensions déjà existantes en matière de démographie médicale dans le département, et plus précisément au sud de Luxeuil-les-Bains.

► **3. Projection des effectifs entre 2025 et 2036 selon le grade**



► **Encadré 2 - Les réservistes présentent un profil atypique par rapport au reste du personnel**

En plus des militaires et des civils, la base aérienne emploie également 159 réservistes. Engagés volontairement, ces derniers servent dans les forces armées de quelques jours à quelques semaines par an. Ils représentent ainsi 19 équivalents temps plein. Certains exercent une autre activité en parallèle, comme un emploi ou des études, tandis que d'autres sont retraités. Leur lieu de résidence est souvent plus éloigné de la base que le reste du personnel : seul un réserviste sur deux habite en Haute-Saône contre 80 % des militaires et civils. Ainsi, ils consomment peu dans le tissu économique à proximité de la base. En moyenne plus âgés et moins gradés que les autres employés, les réservistes devraient voir leur nombre augmenter significativement dans les années à venir, pour atteindre 600 en 2036. Cette croissance sera également un enjeu important pour les Armées.

Une transformation qui viendrait dynamiser un territoire en décroissance démographique

En générant des besoins plus importants, la restructuration de la base aérienne constitue une opportunité de redynamiser un territoire en décroissance démographique. L'arrivée de nouvelles familles contribuerait à soutenir, voire rehausser ces perspectives. En effet, si les tendances démographiques récentes se poursuivent et sans tenir compte des effets de l'extension de la base, la Haute-Saône, dont la population diminue depuis 2013, poursuivrait sa déprise démographique et atteindrait environ 214 000 habitants en 2036, soit une baisse de 8 % par rapport à 2025. Les besoins accrus générés par la

restructuration de la base aérienne stimulerait donc la démographie et pourraient également favoriser l'emploi et l'économie locale. Toutefois, ces effets bénéfiques dépendront de la capacité à

accompagner cette transformation. Le territoire présente certaines fragilités, notamment en matière d'équipements pour la jeunesse, parfois relativement limités ou éloignés. L'accueil des nouveaux arrivants,

le redimensionnement de l'offre de services à la population et l'adaptation des équipements seront des enjeux majeurs. Afin d'accompagner la restructuration de la base, loger ces nouveaux militaires est crucial. Dans les cinq intercommunalités les plus concernées par sa présence, 5 800 logements sont actuellement inoccupés, soit 11 % du parc immobilier. Néanmoins, ces derniers se distinguent par une forte proportion d'appartements, par une grande ancienneté ou encore des performances énergétiques insuffisantes et un mode de chauffage obsolète (fioul). Leur réutilisation en l'état pourrait être freinée par ces caractéristiques peu adaptées aux modes de vie actuels et aux attentes des familles. L'enjeu de la réhabilitation du parc de logements existants apparaît comme majeur pour améliorer l'offre de logements, tant en qualité qu'en quantité, dans un contexte de recherche de sobriété foncière et d'ambition de redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs. ●

Marie Léger, Clément Maneyrol (Insee)

► 4. Projections des besoins au regard des évolutions des effectifs de la base aérienne 116 jusqu'en 2036

Besoins projetés...	2025 (estimation actuelle)	2030	2036
... en capacité scolaire			
Maternelle	100	50 à 60	150 à 160
Primaire	200	100 à 110	190 à 210
Collège	160	80 à 90	170 à 180
Lycée	100	50 à 60	90 à 100
Ensemble	560	280 à 320	600 à 650
... en logements			
Nombre	700	360 à 400	1 200 à 1 320
... en emplois pour les autres adultes du ménage			
Nombre	410 à 450	230 à 250	750 à 830
... en professionnels de santé libéraux			
Médecins généralistes	1,6	0,9	2,6
Infirmiers	0,5	0,3	0,9
Kinésithérapeutes	0,9	0,5	1,6
Dentistes	0,7	0,4	1,2

Lecture : En 2036, l'équivalent de 2,6 médecins généralistes libéraux serait nécessaire pour assurer les consultations des employés et de leurs familles. Les données de ce tableau sont des estimations reposant notamment sur une demande de soins par sexe et âge qui resterait stable dans les années à venir.

Sources : Insee, recensement de la population ; système national des données de santé 2023.

Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur www.insee.fr

► Méthode et définitions

Dans cette publication, le terme "**base aérienne 116**" recouvre l'ensemble des organismes du Ministère des Armées embasés sur le site.

Estimation de l'influence économique de la base aérienne 116

Cette étude fournit une estimation territorialisée du nombre d'emplois (en équivalent temps plein) et d'habitants concernés en 2025 par la présence des activités de la base aérienne 116. L'objectif est d'estimer l'emploi direct, indirect et induit augmenté des membres de leur famille afin d'avoir le nombre total de personnes liées économiquement à la présence de la base aérienne. Les informations sur le personnel ont été fournies par la base aérienne, tout comme celles sur les commandes passées aux différents fournisseurs.

L'**emploi direct** correspond au nombre de militaires et de civils qui travaillent sur la base.

L'**emploi indirect** est estimé à partir des commandes de biens et services passées par la base aérienne. Le montant des commandes est rapporté aux chiffres d'affaires totaux des établissements fournisseurs puis convertis en emplois salariés à partir des données administratives sur les effectifs des établissements. Cette estimation ne peut néanmoins garantir une exhaustivité de la sous-traitance locale issue de marchés nationaux, car elle n'est pas toujours identifiable. De plus, les dépenses de l'Économat des Armées, fournissant des biens et services nécessaires au quotidien des militaires, ne figurent pas dans l'analyse. Ces dépenses faites via une centrale d'achat n'ont pas pu être localisées. Elles sont cependant a priori assez peu réalisées au niveau local.

L'**emploi induit** correspond aux emplois salariés générés par la consommation courante des emplois directs et indirects et de leurs familles.

Estimation des besoins suite à la restructuration de la base

Les besoins associés aux effectifs attendus à l'horizon 2036 ont été estimés à comportements constants, en supposant que les habitudes de logement, de recours aux services, la pension à un âge donné d'avoir des enfants scolarisés ne changent pas significativement dans le temps. L'estimation repose sur l'hypothèse principale que les besoins dépendent essentiellement des agents habitant en dehors de la base.

Les projections réalisées ne sont pas des prévisions mais s'appuient sur les tendances actuellement observées.

Pour les besoins en logements et en emplois, une valeur théorique a été calculée, autour de laquelle un intervalle de +/-5 % a été défini afin de tenir compte de l'incertitude. Concernant la projection des effectifs scolaires, une hypothèse de natalité en baisse a conduit à retenir la valeur théorique comme borne haute et à fixer la borne basse 10 % en dessous. Enfin, pour la projection des besoins en professionnels de santé, la méthode s'appuie sur la demande moyenne actuelle de consultations selon l'âge ainsi que sur le nombre moyen de consultations prises en charge par chaque professionnel de santé.

► Pour en savoir plus

- Jobard L., « Une économie haut-saônoise résiliente », Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté n° 220, juillet 2025.
- Maisonneuve JN., « La Haute-Saône pourrait compter 177 000 habitants à l'horizon 2070 », Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté n° 170, février 2023.
- Adrover S., Mirault A., « 600 personnes concernées par la restructuration de la base aérienne de Luxeuil-les-Bains Saint-Sauveur », Insee Analyses Franche-Comté n° 5, décembre 2014.

